

Donnons aux migrants un passeport européen !

Le Monde.fr | 04.09.2015 à 11h33

Par Philippe Cayla

Le regretté Viktor Tchernomyrdine, alors secrétaire général du [Parti communiste](#) de l'Union soviétique, avait coutume de [dire](#) : « *on a voulu faire mieux, mais ça s'est passé comme d'habitude* ». Peu après l'Union soviétique se désintégrait. M. Juncker ne l'a pas encore dit, mais on sent qu'il le pense : sa proposition de quotas de migrants par Etat membre a été rejetée, comme d'habitude. Espérons que ce rejet n'est pas le prélude de la désintégration de l'[Union européenne](#) .

Le problème de l'[Europe](#) c'est que, comme l'Union soviétique jadis, elle est dirigée sans imagination. Pour [obtenir](#) un résultat, il faut [pousser](#) le bouchon plus loin. De l'audace, encore de l'audace ! N'attendons pas que Mme Merkel, ramassant le flambeau des droits de l'homme que la [France](#) a laissé benoîtement [tomber](#) , érige l'[Allemagne](#) en nouvelle terre promise de tous les exilés, réfugiés, demandeurs d'asile ou migrants économiques.

Car l'Europe a une carte à [jouer](#) , celle de la citoyenneté européenne. Celle-ci n'est actuellement qu'un appendice des citoyennetés nationales : elle est acquise automatiquement avec la nationalité d'un Etat membre. Beaucoup ignorent même qu'ils sont citoyens européens. C'est une communauté réduite à quelques acquêts : liberté de circulation, droit de vote aux élections municipales et européennes, quelques droits annexes. Il n'existe même pas de passeport européen : c'est tout juste si les passeports nationaux mentionnent l'Union européenne en page de couverture, la qualité de citoyen européen et les droits afférents ne sont même pas mentionnés.

Osons l'impensé radical : donnons un passeport européen, non seulement à tous les étrangers en situation régulière, mais aussi à un quota européen global de migrants, demandeurs d'asile ou migrants économiques, décidé en Conseil européen, réparti entre Etats membres par le collège des Commissaires, et distribué dans chaque pays par les [services](#) de la Commission européenne dans les Etats membres. Le passeport européen « pur » ne donnerait pas la nationalité d'un quelconque Etat membre, mais donnerait la liberté d'aller et [venir](#) au sein de l'Union, ainsi que le droit de vote aux élections municipales et européennes, offrant au passage, pour ce qui concerne la France, une issue enfin favorable à une promesse cent fois proclamée et jamais tenue.

La Commission s'honorerait de [mettre](#) sur la table une telle proposition, qui permettrait à l'Union de faire un saut qualitatif remarquable vers le renforcement de la citoyenneté européenne. La France, que son passé colonial oblige, se distinguerait en la soutenant, permettant ainsi aux peuples chez qui nous nous sommes si longtemps sentis chez nous de se [sentir](#) chez eux en venant chez nous.

Philippe Cayla est président d'Européens sans frontières et ancien président du directoire d'Euronews